

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 12/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SIVOM aggro mulhousienne Sausheim - UIOM**

25 avenue Kennedy

BP2287

68100 Mulhouse

Références : [0006702209\\_20230328\\_UIOMSausheim\\_ViDéclenchementPortique](#)  
Code AIOT : 0006702209

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement SIVOM aggro mulhousienne Sausheim - UIOM implanté 1 route de Chalampé 68390 Sausheim. L'inspection a été annoncée le 17/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle a été réalisé à la suite d'un déclenchement de portique de détection de la radioactivité intervenu le 06 mars 2023 lors de la sortie du site d'un camion transportant des mâchefers.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIVOM aggro mulhousienne Sausheim - UIOM
- 1 route de Chalampé 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006702209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est une unité d'incinération d'ordures ménagères et de valorisation énergétique (incinérateur de déchets non dangereux, DASRI, ...).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des déclenchements de portique ;
- procédures associées ;
- contrôle des portiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Description de l'évènement	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
2	Equipement de détection de la radioactivité	AP Complémentaire du 12/05/2005, article 18.2	/	Sans objet
3	Procédure en cas de déclenchement d'un portique	AP Complémentaire du 12/05/2005, article 18.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence des carences dans la maintenance des portiques de détection de la radioactivité.

Si l'exploitant y a remédié depuis le contrôle, il convient qu'il en tire le retour d'expérience.

Concernant l'évènement, un rapport d'incident est à transmettre à l'Inspection dans un délai d'un mois.

Le contrôle a donné lieu à d'autres observations, précisées dans les fiches de constat.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Description de l'évènement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Description de l'évènement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> Les éléments suivants relatifs à l'incident ont été rapportés à l'Inspection.

Un déclenchement du portique de détection de la radioactivité situé au niveau du pont de sortie du site a eu lieu le 06 mars 2023 lors du passage d'un camion transportant des mâchefers.

Les mâchefers ont été déposés sur une bâche dans la zone de stockage des balles de déchets, puis couverts par une bâche étanche.

Le 10 mars 2023, à l'aide d'un radiamètre, le point chaud du tas a été détecté et prélevé pour être isolé dans une benne métallique de 1 m<sup>3</sup>, stockée à l'abri avec périmètre de sécurité matérialisé par une rubalise.

L'exploitant justifie le délai d'intervention par l'absence de radiamètre lors du déclenchement du portique, celui-ci étant en vérification annuelle.

Le SIS68 est intervenu le 13 mars 2023 et a isolé la source radioactive, qui a été entreposée dans un container cadenassé situé dans le hall.

D'après la spectrométrie réalisée par le SIS, il s'agit d'une source de Radium 226 de faible activité (275 µSv/h au contact).

Le SIS n'a pas trouvé de trace de contamination à la surface de la source.

L'exploitant n'a pas connaissance d'autres événements de ce genre au sein du groupe Suez, impliquant le passage d'une source dans l'incinérateur.

L'exploitant indique que compte tenu de la température du four, les risques de fusion de l'enveloppe d'une source et de contamination des installations dans l'éventualité où d'autres sources auraient été présentes peuvent être écartés.

L'exploitant a engagé les démarches pour faire enlever la source par l'ANDRA (demande d'enlèvement du 27 mars 2023).

**Observations :** Il convient que l'exploitant présente, dans un délai d'un mois, le rapport prévu à l'article précité relatif à cet incident.

Concernant les risques de fusion de l'enveloppe d'autres sources qui auraient pu être associées à celle retrouvée et de contamination des installations, l'exploitant présentera dans le rapport, des éléments argumentés afin de justifier que le risque peut réellement être écarté (origine potentielle de la source compte tenu de la nature du radioélément identifié, température de fusion des capsules des sources scellées, ...).

Le rapport traitera également de tous les axes d'amélioration nécessaires, soulevés par cet incident (délai d'intervention du SIS et de la DREAL, maintenance d'un portique non réalisée, réflexion sur le seuil de détection des portiques, ...).

L'exploitant a indiqué que l'imprimante associée aux déclenchements de portique n'était pas fonctionnel et que lors du déclenchement du 6 mars, les résultats des mesures réalisées aux portiques n'ont pas été enregistrées.

Il convient que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires pour que les déclenchements puissent être enregistrés (mettre en place à minima un enregistrement manuel des niveaux observés).

Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un sac poubelle dans le container dédié au stockage des sources. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer sa nature et la raison de son entreposage dans ce container.

Il convient que l'exploitant présente des éléments relatifs à la présence de ce sac poubelle dans le container dédié aux sources radioactives dans un délai de quinze jours.

Enfin, l'exploitant informera l'Inspection de l'échéance de reprise de la source dès qu'il aura un retour de l'ANDRA et justifiera de son enlèvement par l'ANDRA.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 :** Equipement de détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2005, article 18.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, équipement de détection de la radioactivité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis. Une procédure en cas déclenchement du portique de détection doit être rédigée spécifiquement au site
<b>Constats :</b> Les installations sont équipées de deux portiques de détection (un de chaque côté) au niveau de la voie d'entrée de l'installation, de deux portiques (un de chaque côté) au niveau de la voie de sortie des installations et d'un portique au niveau du local DASRI. Le seuil de déclenchement du portique est fixé à trois fois le bruit de fond.  L'exploitant a présenté le rapport SAPHYMO du 18 mai 2022 relatif au contrôle des portiques. Le rapport met en évidence des observations au niveau du portique de sortie et conclut que le portique sortie est fonctionnel, mais que l'impression des alarmes ne fonctionne pas. De plus, il apparaît que le contrôle du portique d'entrée n'a pas été réalisé, celui-ci nécessitant une réparation.  L'exploitant a présenté une commande du 28 juin 2022 auprès de Bertin Technologies pour une intervention comportant notamment le remplacement du détecteur de radioactivité de la voie 2 du pont d'entrée. Toutefois, à la date du contrôle, cette intervention n'avait pas été réalisée.  De plus, au cours de la visite, il a été constaté que le boîtier associé aux portiques de la voie entrée n'était pas fonctionnel. En l'état, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier du bon fonctionnement des portiques de la voie entrée. Ces éléments constituent une non-conformité.  Par courriel du 06 avril 2023, l'exploitant a justifié de la réalisation les 29 et 30 mars 2023 de la maintenance nécessaire et du contrôle de bon fonctionnement des dispositifs (il apparaît que la voie 1 du portique d'entrée était bien fonctionnelle avant l'intervention). Le bon fonctionnement des imprimantes a également été vérifié. L'exploitant a ainsi remédié à la non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 :** Procédure en cas de déclenchement d'un portique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2005, article 18.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure en cas de déclenchement d'un portique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Une procédure en cas déclenchement du portique de détection doit être rédigée spécifiquement au site
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté sa procédure relative aux déclenchements de portiques. Les éléments présentés dans la procédure sont conformes à la circulaire du 30 juillet 2003.

Toutefois, l'exploitant ne dispose d'aucun document opérationnel pour la gestion de ces situations (modalités d'isolement de la source, d'entreposage, ...).
<b>Observations :</b> Il convient que l'exploitant formalise les modalités opérationnelles pour la gestion de ces situations dans une consigne. L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur le retour d'expérience de cet incident (absence de radiamètre, découverte de la source en sortie d'installation, gestion du passage d'une source dans l'incinérateur, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet